



DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CAFI

Gabon – Approbation du programme forestier de The Nature Conservancy (TNC) (CAFI 2)

EB.2021.28

Décision adoptée le 24 novembre 2021 lors de la 19^e réunion du Conseil d'administration

Attendu que

- CAFI a signé une Lettre d'intention avec l'État gabonais le 27 juin 2017, ainsi que des avenants en 2019 et en 2020, dont l'objectif principal est d'empêcher la conversion et la dégradation des forêts à forte teneur en carbone et à haute valeur de conservation,
- conformément à la décision [EB.2019.19](#) du Conseil d'administration, l'État gabonais, en collaboration avec l'Agence française de développement (AFD), a présenté un document de programme pour le financement d'un programme de certification forestière (CAFI 2) intitulé « Gestion améliorée des forêts : mise en œuvre d'un processus de certification à l'échelle nationale au Gabon », qui a été approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision [EB.2020.02](#),
- en raison de retards importants accusés dans la mise en œuvre effective du programme et du fait que le document de programme n'avait pas été signé plus d'un an après la décision visée ci-dessus du Conseil d'administration, le Conseil d'administration a décidé de remplacer l'AFD par The Nature Conservancy (TNC) comme organisme de mise en œuvre. Le 21 octobre, le Conseil d'administration a ainsi transféré le programme CAFI 2 à TNC dans sa décision [EB.2021.15](#),
- la décision EB.2021.27 du Conseil d'administration adoptée le 24 novembre, qui approuve TNC en tant qu'organisation bénéficiaire hors ONU admissible à l'accès direct au Fonds CAFI, sur la base de la micro-évaluation mondiale de l'approche harmonisée des transferts d'espèces (HACT) entreprise en octobre 2018, qui a globalement jugé l'organisation comme étant un partenaire de mise en œuvre présentant un risque faible,

Le Conseil d'administration de CAFI :

1. remercie TNC d'avoir soumis une proposition de programme préapprouvée par le ministère gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer et de l'Environnement ;
2. approuve un montant total de 7 000 000 dollars US pour le programme de TNC intitulé « Réduire les émissions grâce à une meilleure gestion forestière : mise en œuvre d'un processus de certification à l'échelle nationale au Gabon » à utiliser sur une période de mise en œuvre de 5 ans ;

3. rappelle que, tout en respectant ses règles et réglementations, TNC s'engage en faveur de la tolérance zéro en ce qui concerne la fraude, la corruption et l'exploitation et les abus sexuels, de la protection des lanceurs d'alerte, de la publication de l'information, de la prise en compte de la problématique du genre et de l'inclusion sociale, et du recours à des mécanismes de présentation de plaintes adéquats. En outre, TNC s'engage à gérer avec le plus grand soin tous les autres risques contextuels et programmatiques recensés par le Conseil d'administration. TNC devrait également anticiper pour signaler ces risques au Fonds CAFI en ce qui concerne les termes de référence du Fonds CAFI ;
4. rappelle que TNC devra rendre compte des progrès accomplis par rapport aux objectifs et aux jalons visés dans la Lettre d'intention et le cadre de résultats de CAFI conformément aux lignes directrices et modèles de formulaires de CAFI. En outre, TNC devra fournir des informations sur la manière dont ses activités prennent en compte et respectent les exigences des mesures de sauvegarde sociales et environnementales de CAFI ;
5. invite TNC à faire rapport au comité de pilotage du programme sur les modalités de gestion du projet et à proposer des modifications au document de programme si nécessaire afin d'assurer le déroulement optimal du programme ;
6. approuve le document de programme de TNC mentionné ci-dessus et charge le Secrétariat de CAFI de le soumettre au Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires pour un transfert de 4 473 391,80 dollars US pour couvrir les budgets provisoires des deux premières années de mise en œuvre, conformément au plan de travail du programme ;
7. demande au Secrétariat de CAFI de signer le document de programme au nom du Conseil d'administration.